

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 20/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

DAUM

Rue des Cristalleries
54112 VANNES LE CHATEL

Références : ES/IP/2022_2122
Code AIOT : 0006200004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2022 dans l'établissement DAUM implanté 11 rue des Cristalleries 54112 VANNES LE CHATEL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAUM
- 11 rue des Cristalleries 54112 VANNES LE CHATEL
- Code AIOT : 0006200004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La cristallerie DAUM fait l'objet d'une mise en demeure en date du 28/07/2021 de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

La présente visite porte sur l'avancement des travaux réalisés ou en cours de réalisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Bâtiments 39 "composition" et 38	AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1	/	Lettre de suite	
4	Isolement avec le milieu	AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1	/	Lettre de suite	
5	Installations de traitement	AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1	/	Lettre de suite	
7	Rejet milieu naturel	AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1	/	Lettre de suite	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de protection contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1	/	Sans objet
6	Localisation des points de rejet	AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments présentés par l'exploitant et des constats réalisés en dernier lieu le 2 décembre 2022, il apparaît qu'à la fin du premier semestre 2023, la société DAUM serait en capacité de traiter les eaux industrielles de son établissement, rejetées jusqu'à présent au milieu naturel ; elle a par ailleurs mis en œuvre une partie des travaux visant à renforcer la protection incendie de son établissement.

La visite effectuée le 2 décembre dernier a permis de constater la bonne dynamique de la société DAUM dans la mise en œuvre des travaux de mise en conformité, tant sur leur avancement que sur le planning prévisionnel de ce qu'il reste à faire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bâtiments 39 "composition" et 38

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, séparations coupe-feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2-1-2 de l'arrêté préfectoral complémentaire 20180482 du 21 septembre 2018 : "L'atelier de composition 39 est isolé des ateliers contigus par des parois REI120. Les portes intérieures sont coupe-feu de degré une heure, munies de ferme-porte automatique".
Constats : L'inspection n'a pas constaté la présence de l'ensemble des dispositifs prescrits par la prescription susvisée. Néanmoins, le jour de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un devis signé justifiant l'engagement pour réaliser l'étude permettant de répondre à la demande. A noter que l'exploitant a justifié ce retard suite au désistement de son architecte, à la perte de compétence interne et, a précisé qu'il dispose de l'enveloppe financière pour la réalisation de ces travaux. Il est proposé de maintenir l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/07/2021, compte-tenu des prescriptions pour lesquelles l'exploitant est en cours de régularisation (actions en cours et suivies par l'inspection des installations classées). A ce titre, l'exploitant est invité à maintenir ses correspondances régulières sur le suivi des actions avec le préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 2 : Moyens de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En compléments des dispositions actuellement prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°15289 du 7 décembre 1992 modifié, relatives aux moyens de protection contre l'incendie, l'exploitant met en oeuvre une réserve d'eau d'incendie supplémentaire de 300 m³.</p> <p>Les besoins en eau d'extinction de l'établissement sont alors couverts par :</p> <ul style="list-style-type: none">- un réseau privé (hors réserve supplémentaire) permettant de délivrer un débit d'eau simultané de 40m³/h;- le réseau public permettant de délivrer un débit d'eau simultané de 40 m³/h ;- la réserve supplémentaire, équipée d'au moins deux bouches d'incendie normalisées et permettant de délivrer un débit d'eau simultané de 148 m³/h. <p>La réserve d'eau sera implantée en dehors des zones d'effets létaux en cas d'incendie d'un bâtiment.</p> <p>Cette réserve d'eau ainsi que les prises de raccordement de sortie sont hors gel.</p> <p>A proximité de cette réserve, il sera prévu une aire stabilisée suffisante à la mise en station d'un engin pompe de type poids lourd (4mx8m au minimum).</p> <p>Le service départemental d'incendie et de secours sera consulté par l'exploitant pour les aménagements techniques nécessaires à la bonne utilisation de la réserve d'eau (colonne d'aspiration, positions des tenons,...).</p>
<p>Constats : Dans son courriel du 24 décembre 2021, le SDIS a précisé que la défense incendie est conforme pour couvrir le risque majeur situé sur le stock central (pression des poteaux, distance,...).</p> <p>A ce titre, les deux poteaux publics à proximité du stockage ainsi que la réserve incendie et sa bouche d'aspiration unique permettent de couvrir les besoins en eau en cas d'incendie.</p> <p>Il n'est donc pas nécessaire de demander une seconde prise d'eau.</p> <p>Par ailleurs, par courriel du 4 mars 2020, l'exploitant a transmis une correspondance du service prévention du centre de secours de Colombey-les-Belles au Chef du bureau départemental de planification opérationnelle qui justifie la réception de la bonne mise en œuvre des aménagements techniques nécessaires à la bonne utilisation de la réserve d'eau.</p> <p>Un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé ultérieurement pour mettre à jour la prescription relative aux bouches incendie équipant la réserve.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Isolement avec le milieu

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif d'isolement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseau d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.
Constats : L'exploitant est toujours en cours de mise en conformité. Les travaux débuteront en février 2023. Le planning prévisionnel de fin de travaux prévoit un début de mise en service des différents dispositifs (bassin de confinement, installation de traitement, vanne d'isolement, séparateur débourbeur) en juin 2023. A noter que le jour de la visite, l'IIC a constaté la présence de relevés sur le terrain pour la mise en place du bassin de rétention des eaux d'extinction. Il est proposé de maintenir l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/07/2021, compte-tenu des prescriptions pour lesquelles l'exploitant est en cours de régularisation (actions en cours et suivies par l'inspection des installations classées). A ce titre, l'exploitant est invité à maintenir ses correspondances régulières sur le suivi des actions avec le préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 5 : Installations de traitement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Station de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté la réalisation d'un local permettant d'accueillir la station de traitement. Les travaux de mise en place de la station de traitement sont prévus en février 2023. Le planning prévisionnel de fin de travaux prévoit un début de mise en service des différents dispositifs (bassin de confinement, installation de traitement, vanne d'isolement, séparateur débourbeur) en juin 2023. Il est proposé de maintenir l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/07/2021, compte-tenu des prescriptions pour lesquelles l'exploitant est en cours de régularisation (actions en cours et suivies par l'inspection des installations classées). A ce titre, l'exploitant est invité à maintenir ses correspondances régulières sur le suivi des actions avec le préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 6 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Eaux pluviales ----> séparateur d'hydrocarbures -----> Aroffe Eaux usées industrielles ---->40 m3/j ----->prétraitement ----->Aroffe
Constats : L'exploitant a présenté un plan du réseau de l'ensemble des rejets. Deux points de mesures seront présents : <ul style="list-style-type: none">• un premier point de prélèvement en sortie de l'installation de traitement permettant de mesurer les rejets « plomb » et « plâtre » ;• le deuxième point à l'aval du bassin de rétention permettant de mesurer l'ensemble des eaux du site. Le planning prévisionnel de fin de travaux prévoit un début de mise en service des différents dispositifs (bassin de confinement, installation de traitement, vanne d'isolement, séparateur débourbeur) en juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejet milieu naturel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux.
Constats : Les prélèvements / analyses sont réalisés sur le rejet principal. A l'heure actuelle, les résultats d'analyse du rejet principal ne sont pas interprétables en raison d'un rejet global (le point de prélèvement prend en compte les eaux industrielles et les eaux pluviales du site, mais aussi des eaux pluviales de la collectivité et l'apport de sources). La mise en service en juin 2023 de la station de traitement permettra de répondre aux objectifs fixés par l'article visé. Il est proposé de maintenir l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/07/2021, compte-tenu des prescriptions pour lesquelles l'exploitant est en cours de régularisation (actions en cours et suivies par l'inspection des installations classées). A ce titre, l'exploitant est invité à maintenir ses correspondances régulières sur le suivi des actions avec le préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite